

L'intérêt de l'analyse du genre dans la relation économique entre la femme rurale et son environnement: le cas de Niadiène en Moyenne Casamance

Aminata Sow*

Abstract: *This paper analyses the role of rural womens in the economic development process. The paper provides a description of the socio-economic conditions of the target-village focussing on the situation of women who are pushed into the background in the management of development projects' initiated in this region. The author uses the rapid rural appraisal method which consists of discussing with the peasants about their different concerns and trying along with them to find adequate solutions and actions to be taken. The inquiry reveals that ecological, economic and demographic transformations are affecting living conditions. Finally she suggests the development of appropriate infrastructures and the questioning of 'malestream' discourse.*

Introduction

Si l'on définissait les questions principales du genre comme étant celles relatives à la division des tâches productives et reproductives, à l'influence de facteurs extérieurs (PAS, facteurs sociaux, écologiques, etc.) sur cette répartition, à l'accès et à la maîtrise des ressources, on peut dès lors mesurer toute la dimension que la femme représente dans cette approche.

En réalité, le statut reproducteur de la femme a toujours été mieux accepté et plus mis en exergue que son rôle producteur. Il est certes évident que les activités de certaines femmes doivent être déterminées par les exigences de l'enfantement et de la socialisation; ce qui n'est pas une raison suffisante pour occulter la dynamique féminine dans le processus du développement économique.

Devant une telle polémique, beaucoup de théories se sont prononcées sur la question. Pour certains, la difficulté provient des différenciations fondées sur le sexe. La division traditionnelle du travail confine la femme dans des tâches répétitives, ennuyeuses, mécaniques alors que l'homme, censé bénéficier de plus d'éducation et de formation, occupe la partie visible de l'iceberg. Cette répartition sexuelle du travail trouve son fondement dans le biologisme et dans la théorie du patriarcat qui s'en est inspiré.

Selon Claude Meillassoux, l'agriculture n'est pas un processus continu mais il est saisonnier et la plus grande partie des travaux effectués par la femme se trouverait dans une phase dite improductive.

Je ne pense pas qu'il soit juste de considérer cette période dure pendant laquelle s'effectue l'investissement de l'énergie humaine dans la terre pour la préparation, le sarclage, l'ensemencement, l'entretien, le repiquage comme improductive et de ne considérer comme productif que celle de la récolte.

Cette thèse renforce l'invisibilité de la femme que d'aucuns ne percevaient que parce qu'il y avait une réclusion des femmes à la maison, laquelle faisait d'elles des bonnes pour des travaux domestiques non valorisés.

Toujours selon Meillassoux, c'est la reproduction qui est le facteur clef de tout mode de production même si elle reste subordonnée aux contraintes de la production.

Il inscrit l'analyse du genre c'est-à-dire la situation des femmes et les rapports homme/femme comme un aspect essentiel de la reproduction sociale.

Ces thèses de Meillassoux qui cantonnent la femme dans la communauté domestique et lui enlèvent toute existence publique ont été également l'apanage de beaucoup d'autres théoriciens tels que les adeptes du patriarcat, du biologisme et du marxisme qui ne reconnaît pas le travail fait à la maison.

Le vécu quotidien et les normes sociales se sont beaucoup inspirés de ces thèses ainsi que des traditions patriarcales qui en constituent les soubassements théoriques. Ce qui rend les changements et les améliorations lents et difficiles. Si l'on observe l'évolution de nos sociétés, on remarque que même l'Etat post-colonial n'a pas tellement oeuvré dans le sens de la promotion de la femme en dépit des nombreux discours tendant à la rendre plus visible.

Avec l'échec des Entreprises parapubliques d'encadrement du monde rural et l'avènement de multiples projets et d'ONG au Sénégal, on a pensé qu'il fallait repenser la problématique de la situation de la femme dans les rapports sociaux de genre. Mais du fait que ces projets ne prévoient pas toujours les moyens de contrôle et d'évaluation, il est impossible de voir avec précision les incidences que les activités réalisées ont eu sur la condition des femmes. L'étude que nous avons faite en Moyenne Casamance repose sur les impacts socio-économiques du financement du PRIMOCA (Projet sénégal-italien) à la FECAPS (Fédération communautaire des agropasteurs de Sansamba). Notre préoccupation dans ce rapport, c'est de nous pencher sur l'intérêt de l'analyse du genre tout en sachant qu'elle a été purement et simplement escamotée par ce projet.

L'analyse du genre s'est beaucoup inspirée des études féministes et elle est allée au delà en s'appesantissant sur les rapports de couple homme/femme.

La méthode que nous allons utiliser s'appelle le diagnostic participatif. Sans trop nous étendre sur cette méthode, nous pouvons dire qu'elle est participative en ce sens qu'elle cherche à négocier avec les paysans des problèmes et des actions prioritaires et à les rendre complices dans un processus de réflexion et d'action. Aussi, cette méthode nous a permis de nous rendre compte du dysfonctionnement qui peut exister entre la vocation que se donne un projet et la réalité observée sur le terrain.

Notre plan sera divisé en trois (3) grandes parties:

- 1) Présentation et organisation sociale du village
- 2) La situation des femmes par rapport aux autres groupes
- 3) L'amorce d'une solution dans la perspective du genre

Présentation et organisation sociale du village

Niadiène est un village du département de Sédhiou en Moyenne Casamance qui a eu comme premiers habitants des baïnouks, une ethnie qui a émigré par la suite et a été remplacée par des Diolas et des Mandingues. Cependant, on y note une prédominance diola. L'étude était organisée par la FRAO (Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest) et portait sur quatre villages: Médina Elhadji Souané, Kounayan dans la vallée de Djibanar, Niadiène et Faoune. On s'était scindé en quatre groupes et le premier groupe devait étudier l'aménagement des vallées à Kounayan (avec comme association, la FADEBCA), le deuxième, l'appui à la production en amont et en aval à Niadiène (FECAPS), le troisième, le crédit à M. El. Souané (ASSOLUCER) et le quatrième, l'appui institutionnel à Faoune (AJAC COLUFIFA).

Dans ces différents villages, il y a des associations qui ont eu à bénéficier pendant cinq ans d'un financement extérieur apporté par le PRIMOCA.

Je faisais partie de l'équipe chargée de l'étude de la production laitière pour le compte d'une fromagerie que PRIMOCA avait financé dans la zone au profit de la FECAPS. D'après le président de la fédération que nous avons rencontré avant de nous rendre sur le terrain, il y avait une surproduction saisonnière de lait qu'il fallait essayer de canaliser pour s'assurer un approvisionnement régulier en lait de la fromagerie.

Il fallait partir de ces renseignements ainsi que d'autres données fournies par des personnes-ressources travaillant dans la région et les confronter avec ceux fournies par les populations villageoises selon un concept bien connu appelé «triangulation» dans le lexique du diagnostic participatif (DP).

Cette méthode est semblable à la MARP (Méthode accélérée de la recherche participative) par les outils qu'elle utilise mais différente quant à

la finalité (la MARP extrait des paysans des informations qui seront traitées pour permettre à un groupe extérieur au village de prendre des décisions).

Ici, ce sont les villageois eux-mêmes qui se penchent sur leurs problèmes et essaient d'y apporter des solutions; l'équipe ne fait que leur faciliter la tâche en usant de certains outils du DP (arbres à problèmes, diagrammes de Venn, calendriers saisonniers, etc.)

L'objet de l'article n'est pas de vous livrer les résultats auxquels nous avons abouti dans la vérification de la surproduction laitière parce que les femmes ne sont ni impliquées dans l'activité de l'élevage ni dans celle de l'approvisionnement en lait du centre (fromagerie et centre d'apiculture).

L'organisation sociale du village et le choix de la zone

Au sommet de la hiérarchie sociale, il y a le chef du village; ce sont ses parents qui ont été les premiers parmi la population actuelle à venir s'installer après les baïnouks; c'était au début du siècle. Il a trois femmes et c'est la première qui joue le rôle de la mère de famille. Ensuite viennent les notables et l'imam de la mosquée; au bas de l'échelle, il y a le peuple.

Quand nous avons demandé à les rencontrer pour une réunion de prise de contact, il y avait le chef, les notables, l'imam et la première épouse du chef. Elle était tenue d'assister mais n'avait pas de pouvoir de prise de parole; elle devait rendre compte aux autres femmes du village l'objet de notre visite.

Quant aux jeunes, ils furent informés de notre présence par les hommes; ils n'étaient pas présents à la réunion.

C'est dire en définitive que dans cette organisation sociale et dans les prises de décision, les femmes et les jeunes sont exclus.

Le choix de cette zone et les caractéristiques de la société diola

C'est une région qui est entrain de connaître des mutations agro-écologiques très importantes. En effet, la sécheresse qui dure depuis plus de deux décennies y a laissé ses empreintes et ceci affecte la production agricole de façon générale et vivrière, en particulier.

Aussi comme les stagiaires venaient de quatre pays différents (Gambie, Guinée Bissau, Mali et Sénégal), la FRAO avait trouvé en la Casamance un milieu où il y avait une similitude de situation notamment dans la configuration physico-géographique et dans la diversité socioculturelle avec des régions des trois autres pays. On y trouve des peulhs, des mandingues, des diolas, des balantes, des manjacks et des mankagnes. Le cadre de notre étude c'est-à-dire Niadiène est à prédominance diola, mais son modèle culturel s'inspire du mandingue. Ses caractéristiques: c'est une société patriarcale basée sur la gérontocratie. Elle est très compartimentée du point de vue sexuel avec une hiérarchisation des tâches. Les femmes n'interviennent pas comme vecteur d'organisation sociale et sont d'emblée écartées du pouvoir politique, de la participation aux affaires publiques.

Elles n'en sont pas pour autant silencieuses; elles se retrouvent dans leur sphère pour discuter et leur discours pèse même si c'est de cette manière détournée sur les décisions prises en comités masculins. Les femmes participent très activement aux travaux agricoles bien que leurs efforts soient très peu rémunérés.

La dynamique de développement dans les régions peut-être divisée en trois phases. Tout d'abord notons que l'affectation des terres est très nette. Aux femmes, sont alloués les bas fonds pour les cultures de riz et aux hommes, les plateaux pour les cultures de rente.

La première phase va de 1948 à 1964 avec la promotion de la culture arachidière grâce à l'introduction de certaines techniques modernes.

Comme tout groupe humain se détermine par ses habitudes alimentaires, tout le système de production des diolas tournait presque exclusivement autour de la riziculture. Or, avec l'introduction de l'économie monétaire et la monétisation de l'impôt, on a assisté à une forte conversion vers les cultures de rente (arachide notamment). Le coton et le sésame ne furent introduits que plus tard et ne sont pas de grande envergure. Cependant, un phénomène écologique important est en train de s'observer avec l'altération des sols réservés à la monoculture arachidière. Cette culture s'est accompagnée de défrichements progressifs et par conséquent d'une déforestation abusive qui serait à l'origine de l'ensablement des rizières.

La deuxième phase va de 1972 à 1981. Dans la vallée de Djibanar, plus au sud, alors qu'à l'origine les femmes pratiquaient une double culture de riz, elles en sont arrivées à une simple culture à cause du déficit pluviométrique créant un déséquilibre vivrier. Actuellement, on assiste à une revalorisation de cette culture par la mise en oeuvre de méthodes très soucieuses de l'environnement telles que la fixation de l'azote par des légumineuses. Les hommes, alors qu'ils cultivaient l'arachide et le mil, étaient obligés de rajouter des cultures fruitières et l'acajou qui est très convoité par le marché bissau-guinéen voisin.

La troisième phase va de 1989 à 1994. Elle coïncide avec le lancement des projets-tests. Ce projet avait comme objectif le développement intégré de la région et comme ambition l'intégration des femmes et des jeunes dans ce processus. Mais au bout du compte, nous verrons que la finalité fut autre. Nous avons remarqué que l'exclusion des femmes des activités pilotes des projets est très fréquente: 42% de l'ensemble des cas.

Projets et ONG n'ont pas une attitude différente en la matière; leurs actions menées avec les femmes sont souvent d'ordre qualitatif. A Niadiène, leurs domaines d'intervention en faveur des femmes peuvent être résumés en une case de santé qui appartient à tout le monde, un moulin à mil, des foyers améliorés. De façon plus générale, dans la région de Sédhieu leurs investissements concernent:

- Formation: une série de formation sur la teinture et sur la fabrication de savon a été opérée: cela intéressait une quarantaine de femmes dans la ville de Sédhiou mais ce projet n'a pas eu les effets escomptés; très vite, se sont posés des problèmes de démarrage dus au manque de crédit.

La PRIMOCA avait une vision sociale au départ et à travers ce créneau, il voulait insérer les femmes dans une activité productrice. Cependant, il n'a pas mis les moyens nécessaires car il les a mis dos à dos avec la CNCAS (Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal) qui exigeait la rentabilité économique et un apport personnel. Ce que les femmes ne pouvaient pas garantir.

- Le PRIMOCA a également financé plusieurs blocs maraîchers pour les femmes. Le financement permettait en outre de clôturer les parcelles, de forer des puits, de mettre en oeuvre un bassin pour s'assurer une réserve en eau et de s'équiper en petits matériels.
- Pour le stockage et l'écoulement des produits, il a eu aussi à intervenir. C'est ainsi qu'il a installé des séchoirs pour une capacité de 50 tonnes d'oignons. Le véritable problème c'est que ce projet touche seulement la zone AJAC COLUFIFA alors que cela devrait être généralisé aux autres associations.
- Il y a un volet alphabétisation qui devait toucher 300 effectifs dans la zone FECAPS (qui regroupe 20 villages) dont 150 femmes. Ceci a été fait ainsi que la formation de 40 animateurs ruraux dont 20 femmes.

Mais là où le bât blesse, c'est dans le domaine de la santé des femmes et des enfants. Le gros des réalisations a été seulement mis en oeuvre à Sédhiou sans que le reste du département ait eu à en bénéficier.

Il y a eu:

- un programme de vaccination élargi pour les enfants de 0 à 1 an;
- un programme de chloroquinisation pour lutter contre la mortalité due au paludisme. A titre d'exemple, un flacon de 100 cl de sirop de nivaquine coûtait 500 francs CFA et une boîte de 100 comprimés de nivaquine, 200 francs CFA. Ce programme a été largement positif;
- une campagne de planification familiale organisée avec les structures locales chargées de la question. Sans disposer de données chiffrées, beaucoup de femmes s'y sont rendues;
- il y a eu quelques programmes isolés ça et là dans des villages.

La FECAPS a obtenu pour le compte du village de Niadiène du matériel pour l'extraction de l'huile de palme. Ce n'était pas encore fonctionnel quand nous nous y sommes rendus; il restait quelques autres infrastructures à mettre en place.

Dans d'autres villages plus loin, dans la zone de la FADEBCA, c'était l'achat de brebis avec un bélier géniteur. Ce devait être géré par les femmes. Il y eut des problèmes parce que les modalités de gestion n'étaient pas définies. Pour les femmes, chacune voulait avoir sa brebis alors que PRIMOCA entendait oeuvrer dans un cadre social de gestion commune.

Dans l'ensemble, par rapport aux résultats obtenus par le PRIMOCA, quelque part il y a une rupture parce que les deux problèmes fondamentaux auxquels les femmes souhaitaient réellement trouver une solution sont ceux de la salinisation des rizières et l'allègement des travaux de labour. Or, au lieu de les équiper en monocultures, il a installé, suivant la logique officielle des pouvoirs publics, des moulins à mil.

A Niadiène, il a financé quelques réalisations (forages, une route latérale passant par plusieurs villages jusqu'à Sédhiou, une fromagerie, un centre d'apiculture, un quai d'embarquement pour la vente du bétail, une mare a été aménagée pour l'abreuvement des animaux).

Quand on sait que le premier critère de réussite d'une expérience c'est sa capacité à prendre en compte les situations particulières du milieu humain dans lequel il intervient et que l'autopromotion ne peut pas se faire dans l'ignorance, on remarque que le PRIMOCA n'a pas eu comme volonté la promotion socio-économique de la femme: dans tout le centre, il n'y a qu'une seule femme qui y travaille.

Nous avons déduit de ce constat que le PRIMOCA a un comportement sexiste c'est à dire qu'il affiche une discrimination contre les femmes en tant que genre; ceci ayant comme résultat une sous estimation de la capacité de reproduction économique de celle-ci.

Les discours et suggestions à l'endroit des décideurs du PRIMOCA et de la FECAPS devraient être orientés vers les relations devant exister entre l'Etat et la question du genre parce qu'apparemment elles sont inexistantes. Cette insensibilité des pouvoirs publics et de tous les projets relevant d'eux à l'égard des rapports sociaux de genre, prouve qu'en dépit des discours tenus çà et là dans les colloques et meetings politiques, le paradigme «Femme et Développement» est toujours marginalisé en Afrique.

La situation des femmes dans la région

Si nous faisons une évaluation micro et macro-économique du rôle de la femme diola dans le processus de développement économique, nous nous rendrons compte qu'elle est largement positive.

En effet, au niveau du ménage c'est elle qui assure la ration alimentaire en riz et bien d'autres produits de consommation tels que l'huile de palme, le savon traditionnel.

Les travaux domestiques sont des fonctions exclusivement assignées aux femmes dans la division sexuelle du travail. Ce sont elles qui préparent la nourriture, vont chercher de l'eau aux puits et assurent l'approvisionnement

du foyer en bois de chauffe. Ces deux dernières tâches sont devenues une véritable corvée pour les femmes de Niadiène en raison, pour le premier point du déficit pluviométrique qui a entraîné l'approfondissement de la nappe phréatique et la salinisation des cours d'eau et pour le second point en raison de la situation géographique du village qui se trouve entouré de deux forêts classées et par conséquent de l'interdit qui pèse sur la coupe de bois.

Les femmes diola jouissent d'une excellente réputation d'être des travailleuses forcenées eu égard aux performances qu'elles réalisent dans la riziculture et dans d'autres activités que nous développerons plus loin, mais les efforts déployés pour parvenir à une indépendance financière ont été fréquemment contrecarrés par leur manque d'accès au capital et à d'autres ressources (terre), par un manque d'éducation et de formation et par une distribution inégale des biens et des responsabilités à l'intérieur de la structure sociale.

A Niadiène, les femmes travaillent en général sur des terres appartenant à leurs maris mais la réalité semble beaucoup plus complexe.

En effet, le système de propriété foncière fonctionne comme suit: contrairement à la femme dans le système culturel diola qui n'a ni droit à l'héritage des terres, ni droit de contrôle des facteurs de production (capital, main d'oeuvre), dans le système mandingue, elle n'est pas exclue et deux scénarios se présentent:

- Les femmes peuvent travailler dans les champs de leur mari; dans ce cas, les droits de propriété et de contrôle des terres ne leur reviennent pas.
- Elles peuvent aussi être propriétaires des rizières. Le plus souvent c'est quand elles sont héritières dans une famille exclusivement composée de filles. Aussi, quand nous faisons référence à la religion musulmane, celle-ci octroie à chaque fille une part et à chaque garçon deux parts.

Dans les deux cas de figure, les femmes ont beaucoup de liberté quant à l'utilisation des terres. C'est ainsi qu'elles peuvent prêter ou louer une parcelle à n'importe qui (une soeur qui se trouverait dans un autre village ou une voisine).

Elles détiennent toutes un mode de tenure foncière et des techniques séculaires appropriées de conservation des eaux dans le sol, de défense et restauration des sols et d'agroforesterie qu'elles ont toujours mis en oeuvre mais qui sont de plus en plus remises en question par les dégradations pédagogiques dont nous parlerons un peu plus loin.

La production de riz des femmes est entièrement destinée à l'autoconsommation; elles ne tirent aucun gain monétaire de cette activité alors que les hommes commercialisent leurs productions d'arachide et de mil.

En Haute Casamance, nous avons remarqué que la riziculture irriguée est devenue plus l'affaire des hommes que celle des femmes. (On raconte que

c'est l'expropriation des terres des hommes en vue de l'aménagement de cultures irriguées par les agro-industriels qui seraient à l'origine de la rébellion casamançaise).

La SODAGRI (Société pour le développement agricole et industriel) s'est aménagé une vaste zone d'exploitation. Elle a eu comme objectif principal l'aménagement de 16250 ha dans le bassin de l'Anembé. Tout un réseau d'irrigation a été mis en place: barrages, canaux, stations de pompage, 4 fermes mécanisées sur 5000 ha et des parcelles de 2.5 ha exploitées par des paysans liés par un contrat très strict à la SODAGRI.

Bien que traditionnellement la culture du riz dans les bas-fonds soit féminine, l'attribution des parcelles aménagées profite pour la plus grande part aux hommes qu'on dits chefs de concession. Théoriquement, les femmes ne sont pas exclues.

La récupération des travaux féminins n'est pas le propre de cette zone: dans la vallée du fleuve Sénégal, des activités agricoles ont été revalorisées avec l'implantation d'usines et sont devenues l'oeuvre des hommes (tomate).

L'invisibilité des femmes s'explique par la non-valorisation de leurs travaux domestiques et par la sous-estimation de leur rôle économique. Cependant, nous pouvons noter que ce n'est pas que sur ce plan qu'elles sont ignorées. Sur le plan social, les inégalités sexuelles sont très marquées; l'explication biologique est partout retenue et les relations entre l'activité productrice et reproductrice d'une part et la division sexuelle du travail d'autre part demeurent au centre de toutes les analyses. Le rôle reproducteur de la femme l'emporte sur le reste. Le travail des femmes et des jeunes dans ce que l'on appelle la communauté domestique assure la reproduction de la main-d'oeuvre à bon marché: elles assurent à leurs familles non seulement la ration vivrière mais également elles s'occupent de l'éducation et de la santé des enfants.

Définition des différents concepts utilisés

Longtemps, la conceptualisation que beaucoup de théoriciens en sciences sociales ont faite des femmes reposait sur leur subordination et sur les rapports réciproques de la production et de la reproduction.

Pour Meillassoux, les fondements de la subordination des femmes trouvent leur origine dans l'importance de la reproduction biologique qui à son tour dépend des modes de production précapitalistes.

Pour Meillassoux et Engels, cette subordination n'a pas toujours été la même et a connu des périodicités dans l'histoire des sociétés: ainsi, il y eut des périodes pendant lesquelles, les femmes furent plus soumises aux hommes que pendant d'autres.

Tous deux reconnaissent le caractère universel de cette subordination: Engels parle de «défaite historique universelle du sexe féminin».

Quand au terme «reproduction», sa première lecture cadre parfaitement avec la perpétuation de l'espèce dans le temps et dans ce cas, la reproduction biologique peut s'y confondre.

Dans une deuxième interprétation, la reproduction biologique ou humaine est un élément de la reproduction sociale.

La reproduction de la main-d'œuvre regroupe tous les travaux qualifiés de reproducteurs au sens où ils entretiennent la main d'œuvre. La femme en est l'élément central dans la mesure où c'est elle qui assure les travaux domestiques (ménage, cuisine, etc.) et c'est là que naissent la division sexuelle du travail ainsi que les relations entre la reproduction de la main-d'œuvre et la production, le premier concept étant exclusivement réservé aux femmes.

La division sexuelle du travail (DST) peut être définie comme un concept conçu pour expliquer les rôles différents des hommes et des femmes et la façon dont la pénétration du capital a influé sur les deux groupes (Boserup 1970).

La compréhension de la dynamique de la reproduction sociale d'une société nous permet, à coup sûr, de bien cerner ses rapports sociaux de genre. Quant à la reproduction de la main-d'œuvre, elle rend mieux compte de la situation des femmes et nous permet d'établir une comparaison des modes de vie de femmes vivant dans des terroirs complètement différents.

Enfin, l'analyse des problèmes relevant de la reproduction biologique nous permet de voir comment dans chaque société ou pays, ces problèmes sont réglés et par conséquent de mesurer les pouvoirs de reproduction qu'ont les femmes: ont-elles accès librement à la contraception, comment s'organise la planification familiale, comment fonctionnent les associations de bien être familial?

Les thèses de Meillassoux ont été critiquées par O'Laughlin qui soutient que la reproduction biologique est une production mais au lieu que cela soit au sens économique du terme, il s'agit d'une production de bébés.

Après ces quelques définitions qu'il importait de donner, examinons maintenant l'impact des mutations écologiques et des programmes d'ajustement structurel (PAS) sur la situation des femmes.

Les mutations écologiques qui affectent la zone ont eu plus d'impacts sur elles que sur les autres groupes sociaux (femmes victimes de la dégradation de l'environnement, femmes abandonnées par les époux contraints à l'exode).

Ce phénomène d'exode rural prend beaucoup d'ampleur en Afrique sahélienne, avec le départ des hommes, elles supportent la plus grande partie des efforts consentis pour la défense et la restauration des terroirs. Très souvent, elles se retrouvent démunies de toutes ressources et chargées de famille.

En milieu diola, les jeunes filles partent également et elles se font «bonnes» dans les centres urbains. Il en est de même des jeunes qui voient leur avenir au village irrémédiablement compromis.

Bien que nous ne disposons pas de statistiques, la dégradation de l'environnement associée aux PAS et à la dévaluation du franc CFA ont fortement affecté les foyers dirigés par des femmes et dont les revenus sont des plus restreints. Ces phénomènes ont des incidences différentes sur les hommes et sur les femmes.

Parmi les facteurs qui ont aggravé la paupérisation, nous pouvons citer la croissance démographique (elle est plus forte que le taux de croissance économique) qui n'a pas été ralentie en dépit de la migration masculine, d'où une augmentation des bouches à nourrir. Nous pouvons également citer la déforestation qui a réduit les produits de la cueillette (noix de palme), la baisse de la production due au manque d'eau, la chute du pouvoir d'achat des ménages dans un contexte fortement marqué par l'inflation qui sévit depuis la dévaluation du franc CFA.

a) L'incidence de ces mutations sur les ressources naturelles et des PAS sur les ressources monétaires des ménages

On a longtemps accusé les femmes d'être à l'origine de la désertification en Afrique, cela à cause des ressources qu'elles prélèvent journalièrement dans la nature sans que celle-ci ne soit en mesure de les régénérer. Les ressources prélevées sont essentiellement constituées de biomasse végétale.

Donc, nous pouvons dire que ce qui caractérise nos paysages, ce sont des défrichements importants à des fins agricoles ou énergétiques (ce qu'on appelle en langage écologique les changements d'affectation des sols); la pression est d'autant plus grande que la croissance démographique est forte et que la sécheresse perdure.

D'autre part, avec l'usage d'engrais et de pesticides, les activités agricoles ont altéré complètement la pédologie des surfaces cultivées.

Au Sénégal, pour pallier la chute des rendements liée principalement à l'appauvrissement des sols dans les zones à forte densité démographique du bassin arachidier, on a assisté à une grande progression d'un front de colonisation agricole du bassin arachidier vers le sud, en l'occurrence la Casamance. Ces défrichements qui ont atteint de grandes proportions au cours de ces dernières années, s'effectuent au détriment du couvert forestier et des zones traditionnellement réservées à l'activité pastorale.

Les stratégies de gestion des ressources ont eu tendance à s'articuler autour du contrôle de l'accès aux ressources clef, tout particulièrement à la régulation de l'utilisation de ces ressources.

Cependant, l'un des principaux problèmes de leur gestion (ressources forestières notamment) c'est que les droits de propriété et d'usufruit sont très mal définis. Dans l'élaboration du plan d'action forestier du Sénégal de juin

1992, nous avons remarqué une grande prise de conscience de ce constat mais dans la pratique, beaucoup reste à faire.

En tout cas, si les femmes sont largement responsables du déboisement, elles contribuent également à la restauration de l'environnement. C'est ainsi qu'à Niadiène, elles entretiennent pratiquement toutes des pépinières villageoises et des plantations communautaires qui constituent une composante pertinente de l'utilisation des terres.

Elles ont en plus toute une gamme d'autres activités en matière d'agro-foresterie dont des brise-vent, des haies sur le périmètre des jardins maraîchers, un renforcement végétatif des mesures de conservation des eaux et des sols, une protection de la reconstitution des espèces indigènes précieuses qui jouent un grand rôle dans la pharmacopée.

Toujours, dans un souci de gestion des surfaces de pentes et de champs, les femmes ont réalisé des diguettes en terre, ceci pour une plus grande conservation de l'eau dans le sol.

Nous pouvons dire en définitive que la dégradation de l'environnement a rendu leurs conditions de vie encore plus précaires et les a exposés au chemin de l'exode; elles sont devenues très vulnérables car il y a de fortes relations de cause à effet entre la dégradation des écosystèmes et la pauvreté. Pourtant jusqu'à présent, les femmes casamançaises étaient relativement mieux loties par rapport aux femmes des autres régions du pays. Les réalisations ainsi mises en oeuvre ont eu un effet mobilisateur et un sens de conscientisation des populations rurales sur les phénomènes observés.

Comme autre conséquence, nous pouvons souligner une prise de conscience des impacts négatifs d'une mauvaise gestion des ressources naturelles sur les ressources monétaires des ménages. Dans «l'arbre à problèmes» que nous avons élaboré à Niadiène, toutes les femmes ont déploré leur manque de revenu consécutif aux mutations écologiques comme nous venons de le voir, à une baisse de la production (mauvaises récoltes) et à des prix de vente peu incitatifs, à des familles trop nombreuses (quelques femmes ont soulevé ce problème bien qu'elles n'utilisent pas de méthode contraceptive), à des techniques de travail rudimentaires, à un manque d'engrais entraînant une forte baisse de la productivité. Ce dernier point nous amène à étudier les incidences des PAS sur les femmes rurales.

En réalité, les PAS ont toujours préconisé la suppression des subventions sur les engrais pour semble-t-il des raisons écologiques. Cette mesure concerne aussi bien les hommes que les femmes.

Aussi, les PAS préconisent la réduction des investissements sociaux (santé, éducation) au profit d'investissements dits productifs.

Les fluctuations de prix, plus particulièrement les hausses, touchent davantage les femmes chefs de ménage que les autres, encore que ces dernières, même si elles ne s'acquittent pas quotidiennement de la dépense,

sont tenues de contribuer à l'achat de vêtements pour les enfants, au complément de nourriture pour la maison, à la satisfaction de leurs besoins personnels.

Après la dévaluation du franc CFA, les hausses de prix aux producteurs pour stimuler la production et par ricochet les exportations, ont eu un effet quasi nul sur les activités féminines parce que d'une part, ces augmentations concernent les cultures destinées à l'exportation (arachide). La hausse du prix du riz a été insignifiante à telle enseigne qu'on assiste actuellement à une mévente de cette denrée de la part des agriculteurs casamançais et d'autre part, elles sont minimales par rapport au rythme actuel de l'inflation.

b) Le classement socio-économique de Niadiène

Cet outil du DP appelé classement socio-économique ou par ordre de prospérité nous a permis de nous apercevoir comment la plupart des familles ont été affectées par les phénomènes économiques et écologiques. Jusqu'à présent, les programmes ont eu tendance à considérer un village comme une entité homogène; ce qui ne correspond pas tout à fait à la réalité.

Une bonne connaissance du milieu, préconisée en tout premier lieu dans une approche participative, constitue un passage obligé. Pour cela, il faut un diagnostic sociologique du village.

Le classement socio-économique permet aux villageois de s'apprécier entre eux, par ordre de prospérité: il n'a révélé que deux familles riches à Niadiène.

Ces dernières sont propriétaires de grands champs d'arachide, de mil et de maïs où pendant la saison sèche, elles parquent leurs boeufs pour bénéficier de la fumure. Elles sont donc en même temps les propriétaires des grands troupeaux. Les boeufs semblent être la caractéristique des gens riches dans la région; c'est une forme d'épargne. Ceux-ci les confient à des éleveurs peuls qui vendent le lait à la fromagerie ou à d'autres points de vente.

Vue sous l'angle extérieur, la situation des femmes dans les ménages riches n'est pas très différente de celle des femmes dans les ménages pauvres. Mis à part que les premières ont une alimentation plus variée (poisson, viande...) que les secondes, elles se retrouvent toutes à la rizière. Les femmes diolas ont un atout par rapport à leurs voisines peules et mandingues qui sont beaucoup plus individualistes; chez elles, la quasi-totalité de l'activité agricole est effectuée en groupes. Cet esprit d'entraide est très vivace.

Les femmes sont exclues du circuit de l'élevage mais ce sont elles en général les propriétaires des grands troupeaux que les hommes exploitent. En effet, lors de leur mariage, on leur offre comme dot une génisse et c'est de là que naît le troupeau. Mais elles sont complètement invisibles quand il s'agira de la gestion des animaux qui relève du domaine des hommes.

Examinons le cadre d'activités des femmes. En dehors de leur activité rizicole qui est de loin la plus importante, les femmes se livrent à des cultures maraîchères qu'elles pratiquent pendant la saison sèche et qui sont relativement pénibles en raison du bas niveau de la nappe souterraine.

En Casamance, le déficit pluviométrique de ces vingt dernières années a entraîné la salinisation des cours d'eau et des nappes. Ce qui alourdit considérablement le travail des femmes qui pour une bonne tenue de leurs vergers, sont obligées de chercher l'eau très loin de leur lieu d'habitation.

La culture maraîchère leur permet de vendre quelques légumes au marché de Marsassoum (la sous-préfecture) distant de 20 km et de s'octroyer un peu de revenu.

Elles disposent aussi de quelques champs de case de surface très réduite où elles cultivent du fonio, du niébé, du maïs, du sorgho. Ce sont des lopins de terre que l'on appelle dans la langue locale des «kamagnan» ou champs individuels.

Chez les Diolas ces champs sont à usage culturels et inspiré du modèle mandingue, la division du travail est strictement individuelle; chaque femme a une parcelle qu'elle cultive, entretient et les revenus lui appartiennent.

Quant aux surfaces réservées au maraîchage, elles sont plutôt collectives et là, elles travaillent toutes ensemble avec une répartition des tâches.

Il y a les champs collectifs pour la riziculture que l'on appelle «maaruo» qui appartiennent à la famille et que le plus souvent l'homme met à la disposition de sa femme.

En ce qui concerne l'extraction de l'huile de palme, c'est une activité spécifiquement féminine, et ceci depuis la phase de la cueillette jusqu'à celle de la commercialisation. La cueillette est commanditée par elles, la transformation est également leur affaire et les revenus leur appartiennent.

Les hommes s'intéressent plutôt au vin de palme tiré du même arbre que l'huile et ce travail leur procure de gros profits, surtout dans la région d'Oussouye.

Dans le département de Sédhiou, plus particulièrement chez les Balantes, le vin de palme fait l'objet d'une division sexuelle du travail. En effet, l'exploitation et la récolte sont des activités masculines tandis que la commercialisation est typiquement féminine. Les femmes sont également propriétaires des petits ruminants et de la volaille.

Comme autres produits dérivés de la noix de palme, il y a le savon ou la crème pour le corps.

Les problèmes de vieillissement des palmeraies sont très aigus et cela affecte aussi bien les hommes que les femmes, vues les conséquences sur la production (la cueillette des régimes est strictement réglementée et cette mesure est scrupuleusement respectée par les populations compte tenu des pénalités prévues en cas d'abattage).

Les femmes du village se sont regroupées dans un GIE (groupement d'intérêt économique), de même qu'il y a un GIE pour les hommes et pour les jeunes.

Ce GIE de femmes matérialise tous les idéaux communautaires: elles ont une caisse commune où elles mettent tous les revenus tirés de leurs activités agricoles. La quasi-totalité de ces revenus proviennent de la vente des produits maraîchers. Elles se partagent une partie des bénéfices et l'autre est gardée pour la réalisation d'équipements villageois ou pour l'achat de semences de la campagne prochaine.

Le GIE est membre de la FECAPS. En effet, ce sont les GIE qui sont membres de la fédération et non des personnes prises individuellement.

Cependant, les activités de celle-ci n'intéressent pas outre mesure les femmes qui en réalité ne voient pas leurs travaux s'alléger.

Les problèmes des différents groupes

Par un outil du DP appelé «arbre à problèmes» nous avons demandé aux populations de nous énumérer leurs problèmes par ordre de priorité. C'est ainsi que nous avons eu à constituer le groupe des femmes, des hommes et des jeunes.

Concernant les femmes, leurs problèmes se répertorient comme suit:

- manque d'eau dans les rizières et salinisation des terres dus au déficit pluviométrique;
- problème d'enherbement et d'ensablement des rizières consécutifs aux effets de la déforestation;
- problème de retenue d'eau dans les rizières (les diguettes ne sont pas toujours efficaces);
- absence de matériel agricole adéquat;
- divagation des troupeaux qui dévastent les jeunes pousses;
- problèmes de feux de brousse;
- vieillissement des palmiers et des rôniers.

Ces quatre derniers points sont communs aux différents groupes. Les hommes et les jeunes sont en outre confrontés aux problèmes suivants:

- la non-distribution des revenus générés par le centre;
- l'absence de semences sélectionnées;
- l'insuffisance d'infrastructures pour les jeunes.

Tous déplorent que la FECAPS, par l'intermédiaire du centre, n'arrive pas à leur octroyer des emplois (ne seraient ce que des emplois temporaires), d'où leur désintérêt total de ses activités. Toutefois, si nous les comparons aux femmes, nous pouvons dire que leurs avantages sont substantiels dans la

mesure où ils sont détenteurs des moyens de production et les utilisateurs des réalisations mises en place par le PRIMOCA.

Les problèmes de la FECAPS sont relatifs à l'organisation du circuit de collecte de lait, autrement dit comment faire pour pallier le manque de lait pendant la saison sèche sachant que pendant cette période, la capacité de traitement de l'unité est réellement sous-utilisée.

Le deuxième problème auquel elle est confrontée est celui de la conduite des troupeaux. Des aménagements ont été faits à l'intérieur du centre pour faciliter un noyau laitier à la fromagerie.

Tout se passe comme si la FECAPS, cette association de GIE villageois a été créée pour suivre un tout autre objectif, différent de celui des groupes qu'elle est censée représenter.

Les autres problèmes que nous avons identifiés sont:

- un manque de personnes-ressources à la FECAPS. Au regard de l'organigramme de la structure, nous avons remarqué que mis à part le président qui est un cadre supérieur, le vice-président, le trésorier et l'animateur qui ont suivi quelques cours en français et en langue locale diola, le reste du personnel n'a aucune formation;
- une diversification des activités qui, si elle arrivait à se réaliser, créerait une communication entre les villageois-la FECAPS-les partenaires financiers;
- une absence d'études préalables avant la réalisation des projets. L'implantation de la fromagerie n'a fait l'objet d'aucune étude de marché et nous sommes arrivés à la conclusion qu'elle a été une aberration dans la mesure où non seulement il y a une sous utilisation de l'unité de transformation, mais aussi le village où se trouve le centre est très enclavé à 40km de Sédhiou sur une route latéritique; les problèmes d'acheminement des inputs et de distribution du fromage se posent avec acuité. La vente s'effectue à Dakar.

Examinons les problèmes de communication entre les différents acteurs.

1) Entre propriétaires et bergers

Le courant ne passe pas toujours entre ces deux groupes parce que très souvent, en cas de vol, les propriétaires accusent leurs bergers d'en être les responsables. Pour ces derniers, ces vols sont dus soit à la divagation des animaux, soit ils sont le fait de brigands qui se livrent à de tels actes par le jeu des feux de brousse.

2) Propriétaires-FECAPS

L'appel lancé par la FECAPS pour l'approvisionnement régulier en lait du centre, n'a pas eu de répondant du côté des propriétaires qui ont jugé le fourrage donné aux animaux par le centre d'être de mauvaise qualité; ainsi.

ils ont plutôt manifesté le désir de faire de leurs champs des enclos pendant la saison sèche.

3) Bergers-FECAPS

Ces rapports non plus ne sont pas au beau fixe. La FECAPS fait des prêts de vélos aux bergers (qu'ils soient membres ou pas); ceci s'accompagne d'un prélèvement journalier de 25F/litre de lait jusqu'à concurrence du prix du vélo.

Les bergers trouvent le prix d'achat du lait très bas (90F le litre) et le prélèvement élevé. D'autre part, on ne veut pas les affilier à la FECAPS en prétextant qu'ils sont des temporaires à la zone.

4) Relations FECAPS-Population

La FECAPS dit ne pas faire de différence entre les membres et les non-membres quant à l'achat du lait et à la distribution de semences. Ce qui n'est pas du goût des adhérents jugeant qu'ils ne tirent aucun profit concret de cette association et se voient traiter de la même manière que les autres alors qu'ils sont tenus de cotiser chaque année.

5) La différence de démarche entre le PRIMOCA et la FECAPS

Je crois qu'il ne faut pas idéaliser les associations rurales de développement. Beaucoup ont développé plus de talent pour réaliser des dossiers de financement que pour venir en aide aux populations.

Et là, l'Etat en tant que partie prenante du PRIMOCA, devait exercer son droit de regard sur le fonctionnement des associations paysannes conformément à la législation en vigueur les concernant.

Les divergences entre ces deux organes subsistent surtout dans leur conception du crédit. La FECAPS ne bénéficie plus de prêt des structures de financement de la zone en raison de son insolvabilité.

Si nous prenons l'exemple du dispositif de crédit mis en place dans la zone par les fonds de la CAPEC (Caisse populaire d'épargne et de crédit) et du PRIMOCA et confié à l'association «Assolucer», il ne répond pas du tout aux aspirations des GIE. Cette association contrôlée par une élite marboutique n'octroie des crédits qu'à des personnes qui lui sont proches. Examinons de près comment fonctionnent des structures de crédit.

La CAPEC est une caisse villageoise où l'association ASSOLUCER (formée de GIE) et des personnes physiques peuvent adhérer en versant une cotisation annuelle de 1500 francs CFA.

Elle fonctionne comme une garantie reconnue par le PRIMOCA et est habilitée à demander des crédits à la CNCAS (Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal) pour le compte de ses membres.

Avec le DP, nous nous sommes aperçus qu'il y a un gros dysfonctionnement entre ces différentes structures composées de

l'association ASSOLUCER, de la CAPEC et de leurs membres, ceci au détriment de ces derniers.

Les femmes et le crédit

L'obtention du crédit est le plus souvent soumise à la pratique d'une culture de rente; or comme la femme diola n'est pas dans circuit, nous imaginons aisément l'exclusion dont elle fait l'objet pour l'obtention de fonds.

Comme nous l'avons dit plus haut, dans cette région de la Casamance, les systèmes de gestion du crédit sont très centralisés et on y pratique des taux d'intérêt annuels élevés, parfois de l'ordre de 24%, excluant du coup les femmes bien que théoriquement elles en fassent partie. A titre d'exemple, il faut épargner 5000 francs CFA pour avoir un prêt de 15000 francs CFA.

Les femmes sont défavorisées à cause de leur statut précaire dans tous les domaines; elles n'utilisent pas d'engrais dans les rizières parce qu'elles jugent son prix prohibitif et le crédit inexistant. Ces difficultés entravent l'augmentation de la productivité des cultures vivrières et maraîchères pratiquées par les femmes et par conséquent diminuent leurs revenus.

Le PRIMOCA est au terme de son contrat avec toutes ces associations villageoises et va devoir se retirer. Il va falloir mettre en place des mécanismes permettant à la FECAPS et aux autres associations de prendre le relais. Celle-ci envisage la création d'une ONG.

Amorce d'une solution dans la perspective du genre

Avec des outils du DP appelé «atelier paysan», nous avons demandé aux femmes, compte tenu des problèmes qu'elle nous ont signalés, d'esquisser quelques solutions. Les pistes qu'elles entrevoyaient sont les suivantes:

- construction de digues anti-érosives et de barrages anti-sel;
- création de pare-feu pour contrecarrer les feux de brousse;
- mise en oeuvre de moyens de transport pour l'écoulement des productions végétales;
- aménagement d'un forage pour les 13 ha prévus pour le maraîchage.

Nous avons eu la confirmation que les activités financées par le PRIMOCA l'on été sur la demande de la FECAPS et que cette dernière n'a pas tenu compte des doléances exprimées par les femmes; ce qui veut dire qu'elle ne s'inscrit même pas dans une logique d'allègement de leurs travaux.

Une autre organisation d'aide bilatérale, cette fois-ci française appelée GRDR s'était chargée de construire de petites diguettes de retenue d'eau dans les rizières mais ces ouvrages n'ont pas été viables, les troupeaux les ont très vite détruits en y piétinant.

D'après les femmes, il faut des réalisations plus performantes tels que des barrages pour contenir l'avancée de la langue salée.

Pour les hommes et les jeunes, la solution la plus appropriée c'est de créer des emplois salariés au niveau du centre et d'endiguer ce phénomène qu'est l'exode rural qui continue de désintégrer le tissu social.

Le revers de la médaille pour les hommes, c'est que les femmes acquièrent de plus en plus de pouvoir au sein des structures familiales, devant assurer seules la couverture alimentaire de leurs familles et par ricochet la reproduction de la main-d'oeuvre. Ainsi leur statut de reproductrices au sens biologique en prend un sacré coup quand nous nous plaçons dans une perspective de long terme (s'il s'agit de migrations saisonnières, le cycle de procréation de la femme n'est pas perturbé).

Dans cette approche de développement intégré tel que visé par les projets-tests du PRIMOCA, la dimension «genre» n'est pas prise en compte.

L'analyse du genre prône une approche égalitaire des rôles joués par l'homme et par la femme.

Si nous définissons le concept de développement selon le genre comme devant porter sur le rôle établi par le milieu social aux hommes et aux femmes, son contenu a beaucoup évolué et recouvre actuellement en plus de la prise en compte de ce rôle différent, la réhabilitation du statut de la femme, l'acquisition pour elle de plus en plus de pouvoir dans les prises de décision et surtout la remise en cause du discours dominant masculin. Par ailleurs, eu égard aux incidences différentes que les changements écologiques et les PAS ont sur les hommes et sur les femmes, poser les problèmes sous l'angle du genre revient à tenir compte de ces phénomènes et à les intégrer dans l'élaboration des voies de solutions à proposer aux projets et aux ONG. Pourtant, durant la décennie des Nations Unies pour les femmes, gouvernements et ONG ont semblé prendre davantage conscience de l'importance de la participation des femmes au développement; des réformes législatives concernant leurs droits en matière d'éducation et de formation ont été mises en oeuvre, lesquelles sont restées lettre morte.

Dans l'exemple du financement de la fromagerie par le PRIMOCA, une multitude de questions se posent en même temps:

- Comment et par qui a été élaboré le projet de création de la fromagerie sachant qu'il n'y a pas eu d'étude de marché?
- A partir de quelles préoccupations? (parce qu'il n'y a pas de surproduction saisonnière de lait).
- Cette fromagerie est-elle viable économiquement? (les responsables de la FECAPS prétendent qu'il n'y a pratiquement pas de coûts si ce ne sont les charges liées à l'achat de bouteilles de gaz pour la pasteurisation du lait).
- A quels problèmes apporte-t-elle une solution et pour qui? Certainement pas aux populations paysannes.
- Engendre-t-il dépendance ou autonomie?

- Quelles opérations effectuées par certains responsables au début du projet le sont maintenant par les villageois(es) au bout de cinq ans?

Ceux-ci sont animés par un sentiment de suspicion envers la fédération, qui serait dû au fait qu'ils ne croient pas à la bonne foi de leurs dirigeants; elles ont la certitude que la PRIMOCA injecte beaucoup de fonds dans les associations mais que ce sont les chefs qui en bénéficient.

Face à ces nombreuses critiques, la FECAPS a cherché à intensifier et à décentraliser ses activités au niveau des groupements membres. C'est ainsi qu'à Niadiène, une banque de céréales a été créée ainsi qu'une route latéritique passant par là et désenclavant beaucoup de villages.

Le PRIMOCA continue d'avoir une forte mainmise sur les fonds propres de la FECAPS; pour l'achat de ferments, il a recommandé des fournisseurs se trouvant en Italie alors que l'ITA pouvait bien lui en fournir. Je crois en dernier ressort que si le PRIMOCA veut que ses actions soient rentables pour toutes les catégories sociales, il lui convient d'avoir toutes les informations disponibles sur la division sexuelle du travail, l'accès aux ressources, les décisions relatives à leur utilisation. J'ouvre une parenthèse pour dire qu'au Sénégal, il y a une législation qui date de 1972, et qui confère aux conseils ruraux le droit d'attribuer les terres. Et dans cette région sud du pays, il risque dans un proche avenir de se poser à nouveau des problèmes fonciers quand on aura récupéré les superficies actuellement salinisées.

Conclusion

Les problèmes des femmes ne diffèrent généralement pas d'un pays à l'autre; ils diffèrent seulement en intensité.

Par ailleurs, il y a de profondes différences dans la division sexuelle du travail d'une société à une autre.

Malgré une rigidité apparente, la division sexuelle du travail ne résiste pas aux changements technico-économiques lesquels justifient le passage des hommes dans différents domaines d'activité, avec le souci de bénéficier de plus de profit. Pendant ce temps, la femme reste dans son espace, parfois victime de ces innovations techniques. C'est ce qui a fait dire à certains auteurs que la modernisation technologique épouse apparemment des formes anti-féministes. Je crois que pour aider les femmes dans leurs tâches productives et reproductives, il convient de promouvoir des organisations ou des associations sensibles aux questions du genre et pas celles que nous avons citées dans notre étude (la FADEBCA, l'ASSOLUCER, l'AJAC COLUFIFA) qui cherchent plutôt à se positionner politiquement vis-à-vis du Pouvoir Central (Etat).

On n'aborde pas le thème «Femme et Développement» à partir d'une entité féminine détachée de tout contexte, mais plutôt à travers l'articulation: Modèle de développement / Evolution de la régulation des rapports

hommes-femmes, autrement dit, il faut que les projets et ONG prennent en compte les besoins et aspirations de leurs principaux protagonistes en s'appuyant sur les rapports sociaux de genre.

L'analyse du genre est un concept relativement récent que tous les chercheurs en sciences sociales tiennent à faire figurer dans leurs discours; encore faudrait-il oeuvrer pour qu'il ne subisse pas le même sort que le paradigme «femme et développement».

Concernant la méthodologie utilisée dans notre étude, je trouve le diagnostic participatif bien approprié dans la mesure où il implique la participation de tous les groupes (hommes, femmes, jeunes) avec un éventail d'outils assez large allant des *focus-group* à des interviews (semi-structurés) avec une phase finale appelée «restitution» où nous rendons à la population les résultats auxquels nous avons abouti; à elle maintenant la latitude de dire son approbation ou sa désapprobation.

D'autres part, le DP permet de rendre compte des problèmes occultés volontairement par les autorités publiques et locales.

La méthode de l'interview a été beaucoup critiquée par les féministes pour qui elle enlève tout pouvoir à la personne interviewée; aussi, la manière de poser les questions oriente les réponses.

En dépit de ces critiques, elle est une méthodologie qualitative qui conserve tout son poids et qui continue d'être utilisée par bon nombre de chercheurs en sciences sociales même s'il a fallu en rajouter d'autres telles que l'histoire orale, la recherche activiste. Cette dernière cherche à renforcer le pouvoir des communautés. Son objectif est clair, encore faudrait-il que les associations villageoises l'adoptent tout en décentralisant autant que possible les pouvoirs de façon à ce que tout un chacun se sente impliqué.

La Casamance est une région qui a d'immenses potentialités agricoles et pastorales et il est nécessaire de valoriser le travail des femmes vu leur rôle dans le processus de développement dans la zone. C'est à ce titre qu'il convient de saisir toute la dimension de l'analyse du genre pour une promotion équitable des tâches assignées aux uns et aux autres car la véritable question c'est de savoir jusqu'à quel point les femmes vont accepter leur subordination, leur invisibilité et leur non-prise en compte dans des activités dans lesquelles elles se sont jusque-là données à fond.

Bibliographie

- AAWORD, Dakar, SN, 1992, *Women and Reproduction in Africa*, Dakar, AAWORD, 150p.
- Boserup, E., 1970, *Women's Role in Economic Development*, New York, St Martins Press, July.
- Droy, Isabelle, 1990, *Femmes et développement rural*, Paris. Karthala, 182p.

- Guillermou, Yves, 1988, «Procès de production et formes de surtravail dans les sociétés rurales africaines», in: *Cahiers des Sciences Humaines*, Vol. 24, no.4, pp.471-485.
- Imam, Ayesha, 1994, *Gender Relations in the Third World Course Kit 2, Readings*.
- Meillassoux, Claude, 1992, *Femmes, Greniers et Capitaux*, Paris, L'Harmattan, 251p.
- Monimart, Marie, 1989, *Femmes du Sahel: La désertification au quotidien*, Paris, Karthala, 263p.
- Ndoye, Ndeye Coura, 1991, *Place et rôle des femmes dans les stratégies de reproduction sociale familiale en milieu rural de Basse Casamance*
- Sow, Fatou, 1993, *L'analyse de genre, une approche des sciences sociales en Afrique*, Dakar, CODESRIA, 6p.

* Economiste-Consultante, FRAO.